



**FIAN**  
INTERNATIONAL

# BOÎTE À OUTILS DE SUIVI

LE DROIT À  
L'ALIMENTATION  
ET À LA NUTRITION  
DURANT LE COVID-19

## POURQUOI CETTE BOÎTE À OUTILS ?

Cette boîte à outils vise à expliquer concrètement ce qu'il faut analyser et comment le faire dans le contexte du droit à l'alimentation et à la nutrition (RTFN) et du COVID-19. La liste de questions ci-dessous peut aider à déterminer si et comment le droit à l'alimentation et à la nutrition des personnes et des communautés est affecté par la crise du COVID-19.

Ces questions sont simplement destinées à vous orienter - il est normal que vous ne puissiez pas répondre à toutes mais seulement à celles qui s'appliquent à votre contexte.

FIAN International s'intéresse aussi de près aux expériences positives et aux propositions innovantes qui peuvent être partagées avec d'autres communautés et pays. Nous vous encourageons à nous faire part de vos conclusions et de vos initiatives à l'adresse [monitoringcovid19@fian.org](mailto:monitoringcovid19@fian.org)

## CONTEXTE NATIONAL

### Systèmes alimentaires et nutrition saine

- L'accès à une alimentation adéquate et nutritive est-il refusé à la population en raison des mesures et politiques du gouvernement ? Questions connexes : Comment ? Cet accès est-il insuffisamment disponible, s'agit-il d'un manque d'accès physique (vous ne pouvez pas sortir) ou économique (vous n'avez pas les moyens financiers pour le faire) ?
- Des mesures positives sont-elles prises pour assurer un approvisionnement alimentaire continu ? (en Inde, par exemple, la loi sur les produits de base essentiels a été invoquée comme une mesure positive).
- En ce qui concerne l'accessibilité des aliments, quelles sont les mesures prises par les États pour éviter la spéculation alimentaire et l'augmentation des prix des denrées alimentaires ?
- Les programmes et régimes de protection sociale relatifs à l'alimentation (les programmes d'alimentation scolaire et les soupes populaires, par exemple) ont-ils été perturbés ou ont-ils complètement cessé ? D'autres mesures sont-elles prises pour garantir la disponibilité d'une alimentation adéquate en respectant les règles d'hygiène ?
- Les soupes populaires, les programmes d'aide alimentaire ou les banques alimentaires sont-ils fermés ? Si tel est le cas, comment cette lacune est-elle comblée, le cas échéant ? Des alternatives ont-elles été développées ?
- Avez-vous observé un essor des systèmes de vente directe et des partenariats locaux et solidaires entre producteurs et consommateurs (tels que l'agriculture soutenue par la communauté ou les coopératives alimentaires par exemple) ?

- Avez-vous observé si ces initiatives de chaînes d'approvisionnement courtes ont soutenu les personnes vulnérables en situation de pauvreté des zones (péri)urbaines et celles les plus touchées par le COVID-19 ?
- Les structures de santé et les services de santé publique sont-ils accessibles à tou·te·s ?
- Y a-t-il des problèmes spécifiques relatifs à l'accès à l'eau ou des mesures ciblées mises en œuvre par les autorités pour garantir cet accès ? Des conditions entravent-elles l'accès à des allocations (obligation de présenter une carte d'identité ou d'autres preuves et documents, par exemple) ? Ces conditions génèrent-elles des discriminations ?

### **Accès aux ressources naturelles et souveraineté alimentaire**

- Les politiques de confinement, de quarantaine et d'interdiction de circuler ont-elles entraîné la perte de récoltes pour les petit·e·s exploitant·e·s ? Questions connexes : Existe-t-il des propositions pour faire face à ce problème ? Quelle est la cohérence de ces propositions selon votre propre expérience ?
- Des travailleur·se·s agricoles ont-ils ou elles perdu leur emploi et leur salaire ? Quelle est la situation des travailleur·se·s migrant·e·s ?
- Les marchés de producteur·rice·s ont-ils été contraints de fermer dans le cadre des politiques de confinement ? Ou bien des mesures ont-elles été prises pour les maintenir ouverts à la suite de mesures spécifiques ? Si oui, lesquelles ?
- Les petit·e·s producteur·rice·s de denrées alimentaires sont-ils ou elles soumi·se·s à d'autres restrictions/discriminations concernant leur capacité à fournir/vendre des denrées alimentaires ? Question connexe : Sont-ils ou elles moins bien rémunéré·e·s pour les mêmes marchandises ?

### **Travail décent et sécurité sociale**

- Existe-t-il des programmes/politiques visant à éviter les licenciements pendant la crise ?
- Existe-t-il des politiques/régimes visant à garantir un revenu décent à la population, en particulier à ceux et celles qui ne peuvent travailler en raison de mesures de confinement (des programmes relatifs au revenu de base pour certains groupes sociaux, par exemple) ? Question connexe : la mise en œuvre du revenu de base universel est-elle discutée ?
- Comment les travailleur·se·s du secteur informel sont-ils-elles affecté·e·s ? Questions connexes : Les travailleur·se·s migrant·e·s saisonnier·ère·s sont-ils-elles en mesure d'assurer leurs moyens de subsistance à leur retour dans leur pays d'origine ? Les aides domestiques peuvent-elles conserver leur travail après les mesures de confinement ?

### **Emprise des entreprises**

- Les mesures de l'Etat favorisent-elles les grandes chaînes alimentaires (par exemple, les supermarchés) et les aliments transformés au détriment des producteur·rice·s alimentaires

locaux·les et de leurs coopératives ? existe-t-il un programme spécifique de soutien aux petit·e·s producteur·rice·s alimentaires et aux coopératives ?

- Les États incluent-ils le secteur des entreprises dans leurs espaces de décision ou de consultation sur la crise liée au COVID-19 (les groupes de travail, les comités, par exemple) ? Quels sont les acteurs inclus/non inclus ? Existe-t-il des mécanismes permettant la participation des consommateur·rice·s et des petit·e·s producteur·rice·s de denrées alimentaires ?
- Les mesures prises par les États encouragent-elles la privatisation de l'aide, des programmes ou des régimes sociaux comme réponse au COVID-19 ?
- Avez-vous constaté des abus commis par des entreprises qui se servent de la situation causée par la pandémie, qui ont un impact négatif sur le droit à l'alimentation et à la nutrition (RTFN) ? Lesquels ?
- Les dispositions relatives à la réduction des salaires et au licenciement des salarié·e·s pour les entreprises sont-elles conformes au droit du travail national ?
- A-t-on tenté de déclarer certaines activités ayant un impact négatif sur l'environnement, comme les activités minières par exemple, comme des activités essentielles et donc exclues des mesures restrictives ?

### **Démocratie et défenseur·se·s des droits humains**

- Les autorités gouvernementales (y compris la police) ont-elles recours à la violence pour faire appliquer les mesures visant à contenir la propagation du COVID-19 ? Question connexe : Le principe d'exception ou de nécessité fait-il l'objet d'abus ? Le COVID-19 est-il invoqué pour justifier des mesures régressives ou rétrogrades qui n'ont pu être appliquées dans le passé ?
- Comment les gouvernements collectent-ils, utilisent-ils et stockent-ils les données dans le contexte du COVID-19 et comment les mesures de surveillance affectent-elles la vie privée des personnes ? Existe-t-il des initiatives de surveillance des personnes dans votre pays ou votre communauté ? Si oui, lesquelles ?
- Les autorités se servent-elles de la pandémie pour abuser de leur pouvoir, en particulier à l'encontre des groupes marginalisés ? Existe-t-il des modèles de discrimination spécifiques ?

### **Éco-destruction et changement climatique**

- Les consultations préalables et informées sur les questions environnementales ou autres questions connexes sont-elles annulées au motif du contexte du COVID-19 ?
- Des mesures ayant un impact négatif sur l'environnement sont-elles prises pendant que l'attention des gens est rivée sur la pandémie ?
- Une réflexion est-elle menée dans votre pays ou votre communauté sur la relation entre éco-destruction, changement climatique et le COVID-19 ?

### **Droits des femmes et droits LGBTIQ+**

- Les mesures mises en œuvre par les États ont-elles un impact différent sur les femmes et les personnes LGBTIQ+ (politiques de quarantaine ou de confinement, équipement ou politique de protection des travailleuses, grossesse ou autres mesures de soins de santé régulières, par exemple) ?
- Existe-t-il des politiques, mesures ou aides économiques visant spécifiquement la situation des femmes et des groupes LGBTIQ+ ?
- A-t-on constaté une augmentation de la violence domestique dans votre pays ou votre communauté ?
- La charge du travail rémunéré et non rémunéré a-t-elle augmenté, en particulier pour les femmes, en raison des mesures de confinement, des travaux domestiques et de la fermeture des écoles ?

### Principes de droits humains

- Les personnes, communautés et autres (les syndicats par exemple) concernées par les programmes et politiques de l'État peuvent-elles participer aux processus décisionnels des politiques publiques (par le biais de négociations collectives par exemple) ?
- Certains groupes de personnes sont-ils victimes de discrimination dans l'accès à leurs droits humains ?
- Existe-t-il des informations crédibles accessibles à tou-te-s concernant la pandémie ? Comment y accède-t-on ?
- Des mécanismes de recours ou de plainte ont-ils fonctionné pendant la crise du COVID-19 ? Quelles sont les possibilités de déposer des plaintes relatives au droit à l'alimentation et à la nutrition, en particulier celles liées au COVID-19 ?
- Des mesures/politiques ont-elles été mises en place pour garantir la prise en compte des besoins des groupes marginalisés et le respect de leurs droits ?

## CONTEXTE INTERNATIONAL

- Quelles mesures de "solidarité" et de coopération les États ont-ils prises pour aider d'autres États à contrer les effets du COVID-19 et à réaliser le droit à l'alimentation et à la nutrition (principes de Maastricht relatifs aux [Obligations extraterritoriales des Etats](#) (ETO)) ?
- Cette aide inclut-elle une dimension relative aux droits humains ?
- Les États coopèrent-ils (au sein d'organisations intergouvernementales par exemple) pour réaliser le droit à l'alimentation et à la nutrition en réponse à la crise du COVID-19 ?
- Si votre État est un pays en développement, a-t-il utilisé la possibilité de suspension de la dette offerte par le Fonds monétaire international ou a-t-il demandé une telle suspension ?
- Votre pays est-il particulièrement touché par des sanctions économiques ou des mesures coercitives bilatérales alors qu'il est confronté à la crise du COVID-19 ?

- Les agences internationales des Nations unies présentes dans votre pays réagissent-elles à la crise par une approche fondée sur les droits humains ou par une simple approche caritative ?

Nous vous remercions d'avance de bien vouloir partager toute autre expérience de violation du droit à l'alimentation et à la nutrition, ou de solutions ou mesures positives adoptées ou proposées dans votre pays ou communauté à l'adresse [monitoringcovid19@fian.org](mailto:monitoringcovid19@fian.org)